

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

ALGÉRIE : TOUR DE VIS CONTRE LES MÉDIAS EN LIGNE

Les autorités algériennes viennent de censurer plusieurs médias en ligne, actifs dans la couverture du mouvement populaire antirégime, arguant notamment de financements étrangers illégaux, un tour de vis qui inquiète les défenseurs des libertés de la presse et d'expression. "L'Algérie est le pays qui enregistre le plus de victimes en lien avec le coronavirus en Afrique et les autorités préfèrent s'acharner contre la presse libre", a déclaré Khayati Souhaieb, directeur de l'association Reporters sans frontières (RSF) pour l'Afrique du Nord.

LA TANZANIE S'EN REMET À DIEU ET REFUSE DE SACRIFIER SON ÉCONOMIE

Le président tanzanien, John Magufuli, a appelé ses concitoyens à se tourner vers Dieu et à continuer de faire marcher la machine économique mais, à mesure que les cas de coronavirus se multiplient, les appels à prendre des mesures plus strictes se font plus pressants. Tandis que de nombreux pays africains ont placé tout ou partie de leur territoire en confinement, ou imposé des couvre-feux, la Tanzanie n'a pas choisi cette voie. Le système scolaire est bien fermé, mais les gares routières et les marchés sont toujours noirs de monde.

EUROPE : UN DÉCONFINEMENT À HAUTS RISQUES

Jugeant la pandémie de coronavirus "sous contrôle", l'Allemagne a débuté hier son déconfinement, une lente et délicate opération dans une Europe cloîtrée depuis des semaines, encore meurtrie par la maladie mais impatiente de relancer son économie. Le continent européen a payé le plus lourd tribut, comptabilisant près de deux tiers des 165 216 morts recensés dans le monde hier à la mi-journée.

Lesotho : accord pour un départ de Thomas Thabane

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La situation est sur des bons rails au Lesotho. La crise politique dans ce pays enclavé à l'intérieur du géant voisin sud-africain a trouvé hier un début d'issue. Le gouvernement de coalition a signé un accord avec l'Afrique du Sud dans lequel il s'engage à permettre un retrait "digne, élégant et sûr" du Premier ministre contesté Thomas Thabane, sans toutefois en fixer de date.

Au pouvoir depuis 2017, M. Thabane, 80 ans, a fait descendre samedi dernier l'armée dans les rues du royaume pour "restaurer l'ordre" face à ceux qui exigent sa démission.

Le petit royaume traverse une grave crise politique depuis la mise en cause en début d'année du chef du gouvernement dans le meurtre de son ex-épouse en 2017. Pourtant lâché par son propre parti, la Convention de tous les Basotho (ABC) et les formations qui soutiennent son gouvernement, M. Thabane s'accroche à son poste et n'a promis de le quitter que "d'ici à la fin juillet" en raison de son âge.

L'armée est rentrée dans ses casernes dimanche, alors qu'une médiation sud-africaine, dirigée par l'ancien ministre Jeff Radebe, débarquait dans la capitale Maseru pour tenter de trouver une issue à la crise. Après des discussions impliquant le roi Letsie III et toutes les parties, le gouvernement a accepté "de mettre en oeuvre les mesures nécessaires en vue d'un retrait digne, élégant et en toute sécurité de l'honorable Premier ministre", selon un communiqué. L'exécutif y a également "réaffirmé son engagement à respecter l'Etat de droit, la justice et les forces de sécurité afin d'assurer la sécurité et la prospérité de la nation". Ce texte ne précise toutefois pas de calendrier de départ pour M. Thabane, principal point de discordance avec ses rivaux.

"Le calendrier est immédiat", a indiqué l'émissaire sud-africain Radebe en présentant le communiqué à la presse. "Un ou deux points doivent encore être réglés pour faire en sorte que tous les partis soient d'accord sur l'accélération du processus parlementaire", a-t-il ajouté.



Thomas Thabane, ses jours à la tête du gouvernement sont comptés.

Le mois dernier, l'ABC et plusieurs partis avaient annoncé être parvenus à un accord pour remplacer l'actuelle équipe ministérielle dès que possible. M. Thabane a riposté en ordonnant la suspension du Parle-

ment pendant trois mois, dans le cadre des mesures de lutte contre le coronavirus. La Cour constitutionnelle a annulé son ordre jeudi dernier, précipitant sa décision de faire intervenir l'armée.

Une tradition des coups d'Etat



L'armée semble aux aguets.

J.O.
Libreville/Gabon

Depuis son indépendance de la couronne britannique en 1966, l'histoire du petit royaume du Lesotho, noyé au coeur de la puissante Afrique du Sud, est secouée par les interventions à répétition de l'armée dans sa vie politique. Par deux fois, en 1986 et en 1991,

l'armée a renversé le gouvernement. Il y a trois ans, une tentative de putsch dirigée par le chef d'état-major d'alors, le général Tlali Kamoli, a échoué mais malgré tout poussé à l'exil l'actuel Premier ministre Thabane. Le Lesotho, qui compte un peu plus de 2 millions d'habitants, ne dispose d'une armée que depuis les années 1980. Elle fut alors créée pour combattre la guérilla

du Parti du congrès Basutoland (BCP), alors la principale formation d'opposition.

Très vite, l'armée a pris une couleur politique marquée, souligne l'analyste Nthakeng Pheello Selinyane. A la fin des hostilités, "le BCP a nourri la suspicion en refusant de désarmer, démobiliser et réintégrer son aile militaire dans l'armée. Cette ambiguïté a été exploitée par le Parti national basotho (BNP, au pouvoir) pour étendre son emprise" sur l'armée.

Très attentive à ses sursauts, la SADC a préconisé des réformes pour asseoir la stabilité du royaume et espérait que les élections de juin dernier y contribueraient largement. Les événements de mardi ont rappelé ses dirigeants à la réalité.

"Faciliter la tenue des élections sans se préoccuper des problèmes concernant les forces de sécurité montrent que la SADC s'est trompée", conclut l'analyste politique Kopano Makoa.